

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE n°44/2020

L'an deux mille vingt, le jeudi 16 juillet, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle des fêtes de Gournay-en-Bray à dix-huit heures, conformément à la convocation du 6 juillet.

Nombre de membres en exercice : 80 présents : 76. Pouvoirs : 3.

Etaient présents :

Mrs et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Décarnelle R. Fournier L. Rimbert D. Nirlo J.M. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L. Nottias B. Buquet K. Bazin P. Petit S. Beuvin M. Fleury G. Lesueur G. Devillerval M.F. Canu J.N. Bos P. Lejeune M. Lesueur C. Dupuis P. Martin T. Dury P. Godebout F. Morda C. Aché S. Henry J.P. Bellay M. Rouzé D. Picard E. Galloo G. Horcholle J. Billot D. Baguet V. Blondé J. Godin J. Delenin A. Guedes N. Larchevêque F. Grandrie L. Legendre F. Lemerrier P. Lethurgez M.J. Buquet J. Buquet J.M. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Defromerie M. Legay P. Cumont C. Gaillon J.M. Carpentier S. Grisel J. Bourguignon F. Duval I. Mariette P. Beaufils A. Coutard G. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Frere P. But D. Lemoine K. Dion P. Gibaux M. Gilles M. Letellier J.P. Duflos J.Y. Devin R. Hermand T. Leroux C. Goulay S. Joly S.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

- J. Decoudre excusé, pouvoir à M. Lejeune
- F. Asselin excusée, pouvoir à C. Lesueur
- L. Devaux excusé, pouvoir à P. Legay

Secrétaire de séance : L. Grandrie

OBJET : Délégation de pouvoirs du conseil au président.

Le Conseil communautaire peut déléguer à Monsieur le Président de la Communauté de communes des 4 Rivières, les attributions énoncées ci-après, ainsi, éventuellement, qu'aux Vice-présidents dans le cadre de l'article L2122-17 relatif à la suppléance :

- arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics communautaires
- procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- réaliser les lignes de trésorerie d'un montant maximum de 1 Million d'Euros ;
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- prendre toute décision concernant l'attribution des marchés et accords-cadres dont l'attribution ne relève pas de la compétence de la Commission d'Appel d'Offres mais de l'assemblée délibérante, en vertu du code des marchés publics ;
- décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;



- créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires ;
- accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la collectivité à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- exercer, au nom de la CC4R, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que l'EPCI en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code
- intenter au nom de la CC4R les actions en justice ou défendre la CC4R dans les actions intentées contre elle ;
- régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires ;
- donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la CC4R préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- exercer, au nom de la CC4R le droit de préemption défini par l'article L. 2141 du code de l'urbanisme ;
- exercer le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;
- prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la CC4R ;
- autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont la CC4R est membre ;
- saisir la Commission consultative des usagers des services publics locaux pour avis sur tout projet de délégation de service public, tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, tout projet de partenariat ou tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement et HABILITE Monsieur le Président à subdéléguer à un ou plusieurs de ses Vice-présidents et conseillers communautaires délégués membres du Bureau, tout ou partie des décisions pour lesquelles il lui est donné délégation
- Engager toutes dépenses à hauteur de 30 000 € HT et signer les devis, marchés ou conventions dont l'engagement serait inférieur ou égal à ce montant. Une information régulière sera faite au conseil communautaire des engagements pris dans ce cadre.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Pour extrait conforme au registre des délibérations
Le : 20 juillet 2020. Le Président, Eric Picard.

Délibération certifiée exécutoire par sa transmission
En sous-préfecture de Dieppe le 23 juillet 2020,
Le Président, Eric Picard.

Communauté de Communes

Des 4 rivières

Communauté de Communes

Des 4 rivières